

F-Gif-sur-Yvette: Appareils et instruments médicaux et de laboratoire, appareils d'optique et de précision, appareils d'horlogerie, produits pharmaceutiques et consommables médicaux correspondants

2008/S 147-197852

AVIS DE MARCHÉ

Fournitures

SECTION I: POUVOIR ADJUDICATEUR

I.1) NOM, ADRESSES ET POINT(S) DE CONTACT:

Synchrotron Soleil, L'Orme des Merisiers - BP 48 - Saint-Aubin, à l'attention de Fatimata Dembele, F-91192 Gif-sur-Yvette. Tél. (33) 169 35 95 09. E-mail: laila.mohammedi@synchrotron-soleil.fr. Fax (33) 169 35 94 57.

Adresse(s) internet:

Adresse générale du pouvoir adjudicateur: www.synchrotron-soleil.fr.

Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues: Point(s) de contact susmentionné(s).

Adresse auprès de laquelle le cahier des charges et les documents complémentaires (y compris des documents relatifs à un dialogue compétitif et un système d'acquisition dynamique) peuvent être obtenus: Point(s) de contact susmentionné(s).

Adresse à laquelle les offres ou demandes de participation doivent être envoyées: Point(s) de contact susmentionné(s).

I.2) TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR ET ACTIVITÉ(S) PRINCIPALE(S):

Autre: Société Civile.

Autre: Recherche.

Le pouvoir adjudicateur agit pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs: non.

SECTION II: OBJET DU MARCHÉ

II.1) DESCRIPTION

II.1.1) Intitulé attribué au marché par le pouvoir adjudicateur:

Conception, construction, installation d'un goniomètre simple-axe ou multi-axes pour PROXIMA2-A.

II.1.2) Type de marché et lieu d'exécution des travaux, de livraison de fournitures ou de prestation de services:

Fournitures.

Achat.

Lieu principal de livraison: Synchrotron Soleil - L'Orme des Merisiers - Saint-Aubin - F-91190 Gif-sur-Yvette.

II.1.3) L'avis implique:

II.1.4) Informations sur l'accord-cadre:

II.1.5) Description succincte du marché ou de l'achat/des achats:

Synchrotron Soleil est le centre national du rayonnement synchrotron construit à Saint-Aubin près de Paris. La ligne de lumière PROXIMA 2A (PX2-A) sera dédiée aux enregistrements de diffraction-X sur des micro-cristaux de protéines et des expériences MAD. Cet avis de marché concerne la conception, la construction et l'installation d'un goniomètre simple-axe ou multi-axes pour PX2-A. Le goniomètre sera intégré avec d'autres équipements de la ligne de lumière qui ne font pas partie de cet avis de marché, tel qu'un échangeur d'échantillons, des miroirs-X, une table expérimentale, des fentes & obturateurs, etc. Nous sommes

particulièrement intéressés par les goniomètres de haute performance, qui intègrent l'environnement de l'échantillon, ont une excellente visualisation de l'échantillon et qui ont un centrage automatique de l'échantillon. Pour un tel système intégré, les propositions devront séparer le prix du goniomètre de toute autre option supplémentaire. Goniomètre : le goniomètre sera utilisé pour enregistrer en géométries de rotation et de "still" les images de diffraction-X à partir de micro-cristaux uniques. Les 2 types de systèmes simple-axe et multi-axes seront considérés. Le goniomètre doit orienter le cristal par rapport au faisceau-X et faire tourner le cristal autour d'un axe horizontal (ω) pendant la collecte des données. Cet axe de rotation principale (ω) doit être continu (360°), doit avoir un excentricité sub-micronique, un "wobble" minime et une vitesse angulaire très uniforme. L'axe principal devrait avoir 2 modes de fonctionnement – un mode "haute précision" avec des vitesses angulaires très uniformes (de $\sim 0.01^\circ/\text{s}$ à $\sim 10^\circ/\text{s}$) et un mode "rapide" ($\sim 100^\circ/\text{s}$) qui permettra l'alignement et l'orientation rapide de l'échantillon. Le goniomètre sera monté sur des tables motorisées pour aligner l'axe principal à la position du faisceau-X. Des translations motorisées selon des coordonnées cartésiennes (XYZ) seront nécessaires pour centrer l'échantillon. Ces motorisations pour l'alignement de l'échantillon doivent se déplacer rapidement sur plusieurs millimètres avec une grande répétabilité et précision en position. La tête goniométrique doit être compatible avec des portes échantillon du type "SPINE" (22 mm en longueur). Suffisamment d'espace autour de l'échantillon doit être prévu pour un cryostat, un collimateur, un "beamstop", un détecteur de fluorescence-X, un écran fluorescent-X, l'éclairage pour l'échantillon, aussi bien qu'un accès pour l'échangeur d'échantillon. La plupart de ces équipements seront montés sur des tables motorisées pour leur extraction, insertion & alignement au faisceau-X (voir ci-dessous). Une distance minimale de 100 mm entre l'échantillon et le détecteur bi-dimensionnel est requis, donc des équipements pour éviter des collisions seront nécessaires. Le goniomètre sera monté sur une longue table d'alignement, qui contiendra aussi les miroirs-X, les fentes, les obturateurs, etc. (voir ci-dessous). Le concept et la construction du goniomètre doivent limiter les effets de la dilatation thermique ($\pm 1^\circ\text{C}$) et des vibrations dans la gamme 0 – 100 Hz. Important – les dimensions hors tout du goniomètre doit être aussi compact que possible pour permettre le passage du faisceau-X de PX2-B, la ligne de lumière voisine. La distance de séparation entre la position de l'échantillon de PX2-A et le blindage de PX2-B est 400 mm au plus. Le sens des rotations doit être compatible avec les standards IUCR. Soleil emploie le système de contrôle TANGO. Matériaux associés : Nous sommes intéressés par tout équipement qui pourrait être associé au goniomètre. Donc, en option, les fournisseurs sont invités à proposer toute instrumentation, qui pourrait être intégré avec le goniomètre tel qu'un système de visualisation, un éclairage spécial, des collimateurs, des beamstops, un écran fluorescent-X, un obturateur, des logiciels, etc. Chaque option doit être chiffrée séparément et doit inclure les heures de travail nécessaires pour incorporer ces équipements au goniomètre. Autres équipements associés : notez que la table expérimentale, les éléments de conditionnement du faisceau-X (fentes, obturateurs, imageurs, etc.), les miroirs-X et leurs mécanismes de courbure ne font pas partie de cet avis de marché, mais le fournisseur retenu sera obligé de coopérer entièrement avec les autres constructeurs pour intégrer l'ensemble. Les avis de marché pour les miroirs-X, le goniomètre et la table expérimentale seront lancés simultanément.

II.1.6) **Classification CPV (vocabulaire commun pour les marchés publics):**

33000000.

II.1.7) **Marché couvert par l'accord sur les marchés publics (AMP):**

Non.

II.1.8) **Division en lots:**

Non.

II.1.9) **Des variantes seront prises en considération:**

Oui.

II.2) **QUANTITÉ OU ÉTENDUE DU MARCHÉ**

II.2.1) **Quantité ou étendue globale:**

Un goniomètre et en option tout matériel pouvant être associé à cet équipement.

II.2.2) **Options:**

Oui.

Description de ces options: Toute instrumentation pouvant être intégré avec le goniomètre.

II.3) **DURÉE DU MARCHÉ OU DÉLAI D'EXÉCUTION:**

SECTION III: RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ÉCONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE

III.1) **CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT**

III.1.1) **Cautionnement et garanties exigés:**

Toutes les garanties nécessaires à l'exécution du marché pourront être exigées.

III.1.2) **Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent:**

Les délais et moyens de paiement seront définis dans le projet de marché lors de l'appel d'offres.

III.1.3) **Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché:**

Groupement momentané d'entreprise autorisé. En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de chacun des membres du groupement. Chaque société ne devra candidater que dans un seul groupement sous peine d'exclusion de chaque groupement où elle apparaît. Un même groupement ne pourra être représenté que par une seule filiale, agence, ou société.

III.1.4) **L'exécution du marché est soumise à d'autres conditions particulières:**

III.2) **CONDITIONS DE PARTICIPATION**

III.2.1) **Situation propre des opérateurs économiques, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession:**

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies: Les candidats relevant de l'Union Européenne fourniront : Les formulaires DC4, DC5 et DC7 ou tous documents équivalents accompagnés des justificatifs suivants : - un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (extrait K bis) ou équivalent ; - les attestations de déclaration et de paiement des impôts, taxes et cotisations sociales permettant de justifier la situation de l'entreprise au 31 décembre de l'année précédente. Celles-ci devront comporter la mention "copie certifiée conforme à l'original" ainsi que la date et la signature d'un représentant légal de l'entreprise. - Une lettre de candidature signée d'un représentant légal de l'entreprise ou de son délégataire (délégation de pouvoirs à fournir) - Pour les candidats appartenant à un groupe, une attestation certifiant de leur autonomie commerciale et de leur situation de concurrence vis à vis des autres entreprises du groupe, - La copie du ou des jugements prononcés si la société est en redressement judiciaire ; Ainsi qu'une attestation sur l'honneur certifiant : - qu'il n'est pas en état de liquidation judiciaire ou de faillite personnelle ou qu'il ne fait pas l'objet d'une procédure équivalente à l'étranger ; - que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement (art R.324-4 du Code du Travail) et qu'il n'a pas fait l'objet, au titre du travail illégal, d'une condamnation au cours des cinq dernières années portée au bulletin n°II du Casier Judiciaire (Articles L324-9, L324-10, L324-6, L125-1 et L125-3 du Code du Travail) ; - qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction pénale ou disciplinaire de participer à une procédure de passation de marché initiée par une collectivité publique ou une entreprise contrôlée par une collectivité publique (article 50 de la loi n°52-401 du 14.4.1952 modifié par l'article 56 de la loi n°78-753 du 17.7.1978). Les candidats ne relevant pas de l'Union Européenne fourniront : - la liste de documents et l'attestation sur l'honneur mentionnés ci-dessus, - s'ils produisent une lettre justifiant de la non-présentation des documents, ils fourniront en outre, une déclaration faite devant une autorité administrative ou judiciaire de l'Etat dont ils ressortent.

III.2.2) **Capacité économique et financière:**

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies: Le candidat joindra au dossier de candidature une déclaration relative au chiffre d'affaires consolidé sur les prestations réalisées au cours des 3 derniers exercices.

Niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) exigé(s): Le critère avec sa pondération utilisé pour la sélection des candidats : La capacité économique et financière : 40 %.

III.2.3) **Capacité technique:**

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies: Les candidats fourniront : - leurs références professionnelles dans le domaine concerné en indiquant pour chaque marché : le nom du client, ses coordonnées, la date du marché, le montant, le lieu d'exécution, les moyens mis en œuvre, - la liste des moyens humains et techniques dont ils disposent, - leur niveau de certification, - les références des sous-traitants avec lesquels ils travaillent régulièrement ainsi que toute information susceptible de mettre en évidence le potentiel technique du candidat.

Niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) exigé(s): Le critère avec sa pondération utilisé pour la sélection des candidats : La capacité technique : 60 %.

III.2.4) **Marchés réservés:**

Non.

III.3) **CONDITIONS PROPRES AUX MARCHÉS DE SERVICES**

III.3.1) **La prestation est réservée à une profession particulière :**

III.3.2) **Les personnes morales sont tenues d'indiquer les noms et qualifications professionnelles des membres du personnel chargés de la prestation:**

SECTION IV: PROCÉDURE

IV.1) **TYPE DE PROCÉDURE**

IV.1.1) **Type de procédure:**

Restreinte.

IV.1.2) **Limites concernant le nombre d'opérateurs invités à soumissionner ou à participer:**

Critères objectifs de limitation du nombre de candidats: Il est précisé que, dans l'hypothèse où le nombre de candidatures répondant aux critères de sélections seraient inférieur à 5, Soleil se réserve la possibilité de poursuivre la procédure de passation du marché. Le nombre maximal de candidats admis à participer à l'appel d'offres a été fixé à 5, nombre suffisant pour assurer une concurrence réelle dans ce secteur d'activité et un nombre supérieur augmenterait inutilement le coût de la phase de contractualisation par Soleil ainsi que le délai de passation du marché.

IV.1.3) **Réduction du nombre d'opérateurs durant la négociation ou le dialogue:**

IV.2) **CRITÈRES D'ATTRIBUTION**

IV.2.1) **Critères d'attribution:**

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous:

1. Prix. Pondération: 40.
2. Pertinence de la solution proposé. Pondération: 30.
3. Performance des équipements proposés. Pondération: 20.
4. Support. Pondération: 5.
5. Délais. Pondération: 5.

IV.2.2) **Une enchère électronique sera effectuée:**

Non.

- IV.3) **RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF**
- IV.3.1) **Numéro de référence attribué au dossier par le pouvoir adjudicateur:**
AFFAIRE 0031/2008-FD.
- IV.3.2) **Publication(s) antérieure(s) concernant le même marché:**
Non.
- IV.3.3) **Conditions d'obtention du cahier des charges et des documents complémentaires ou du document descriptif**
- IV.3.4) **Date limite de réception des offres ou des demandes de participation:**
30.9.2008 - 12:00.
- IV.3.5) **Date d'envoi des invitations à soumissionner ou à participer aux candidats sélectionnés:**
- IV.3.6) **Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation:**
Français. Anglais.
- IV.3.7) **Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre:**
- IV.3.8) **Modalités d'ouverture des offres:**

SECTION VI: RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

- VI.1) **IL S'AGIT D'UN MARCHÉ PÉRIODIQUE:**
Non.
- VI.2) **LE MARCHÉ S'INSCRIT DANS UN PROJET/PROGRAMME FINANCÉ PAR DES FOND COMMUNAUTAIRES:**
Non.
- VI.3) **AUTRES INFORMATIONS:**
Les marchés du Synchrotron Soleil ne sont pas soumis au code des marchés Publics. Origine des fonds : CNRS, CEA, Collectivités Territoriales (CRIF, CG91, Région Centre...).
- VI.4) **PROCÉDURES DE RECOURS**
- VI.4.1) **Instance chargée des procédures de recours:**
Tribunal Administratif de Versailles, 56, avenue de Saint-Cloud, F-78011 Versailles Cedex. E-mail: greffe.ta.versailles@juradm.fr. Tél. (33) 139 20 54 00. Fax (33) 130 21 11 19.
- VI.4.2) **Introduction des recours:**
Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours: Dans le délai de 2 mois à compter de la notification de la décision de rejet de leur candidature ou de leur offre, les candidats peuvent former un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours interrompt le cours de ce délai. En outre, les candidats ont la possibilité de saisir le tribunal administratif de Versailles, dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision de rejet de leur candidature ou de leur offre, d'un recours pour excès de pouvoir contre ladite décision et contre les autres actes détachables du marché en application de l'article R.421-1 du code de justice administrative. La suspension desdites décisions peut également être demandée, devant le même tribunal, avant la signature du contrat, sur le fondement de l'article L.521-1 du code de justice administrative. Le juge des référés peut ordonner toutes mesures nécessaires à la sauvegarde d'une liberté fondamentale lorsqu'il est saisi sur le fondement de l'article L.521-2 du code de justice administrative. Le juge des référés peut également sur le fondement de l'article L.521-3 du code de justice administrative ordonner toutes autres mesures utiles sans faire obstacle à l'exécution d'aucune décision administrative. Avant la signature du contrat, la présente procédure de passation peut également être contestée devant le même tribunal, sur le fondement de l'article L.551-1 du code de justice administrative (transposant la directive 89/665/CEE du 21.12.1989).

VI.4.3) **Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours:**

VI.5) **DATE D'ENVOI DU PRÉSENT AVIS:**

28.7.2008.